



DJIBOUTI

DISCOURS

DE SON EXCELLENCE
ISMAIL OMAR GUELLEH

PRESIDENT
DE LA REPUBLIQUE DE DJIBOUTI

DEVANT LA 59^e SESSION
DE L'ASSEMBLEE GENERALE
DES NATIONS UNIES

MERCREDI 22 SEPTEMBRE 2004

vérifier à l'audition

**Monsieur Jean Ping, Président de l'Assemblée Générale,
Monsieur Kofi Annan, Secrétaire Général des Nations Unies
Excellences,
Mesdames et Messieurs,**

La période de tension prolongée dans laquelle se trouve la communauté internationale a servi à renforcer le besoin de plus de coopération et d'engagement. Il a donc, été opportun et déterminant que la dernière Assemblée générale ait pu tirer bénéfice des conseils avisés et sages du Président sortant Monsieur Julian Hunte. Monsieur le président, de par votre longue et riche expérience, vos qualités de diplomate avéré ainsi que votre perspicacité, nous sommes confiants et certain que vous êtes au bon endroit et au bon moment.

Il faut rendre hommage au secrétaire général Monsieur Kofi Annan pour ses qualités exemplaires et la manière avec laquelle il a su maintenir, intensifier, et valoriser la pertinence des Nations Unies en ce qui concerne les questions cruciales d'aujourd'hui. Le niveau de consultation et de participation des Nations unies dans les événements cruciaux ainsi que dans les crises à travers le monde témoigne si besoin était de son dévouement et abnégation vis à vis de l'Organisation.

Il doit également être félicité pour les relations étroites qu'il a établi avec le secteur privé et la société civile à travers l' Accord Global ou Global Compact en vue d'offrir assistance et expertise aux communautés les plus démunies et à la jeunesse .

Monsieur le Président,

Comme l'a si bien remarqué le Secrétaire Général dans son dernier rapport sur les travaux de l'Organisation, les Nations Unies et le monde ont traversé une année des plus difficile et pleine de défis. Beaucoup d'entre nous sont extrêmement bouleversés par les drames du terrorisme, les répressions brutales qui sévissent de par le monde ainsi que les tensions et événements en Iraq. Toutefois, pour la grande majorité des populations de ce monde , les menaces les plus immédiates sont ceux de la faim et la pauvreté, le manque d'eau potable , la dégradation de l'environnement et les maladies endémiques et infectieuses telles que le VIH/SIDA et le paludisme. Il souligne en général que nous nous sommes considérablement éloigné de la vision et de l'esprit de la Déclaration du Millénaire de l'an 2000 qui exprimaient les aspirations de notre temps : un monde uni par des valeurs communes qui ont pour objectif premier d'offrir une vie meilleure à l'humanité dans un environnement de paix et de sécurité. Malheureusement , et comme le Secrétaire Général l'a déjà mentionné, les événements terroristes ont ébranlé notre quête commune . La tragédie du 11 Septembre 2001 , les guerres en Afghanistan et en Iraq, l'interminable effusion de sang au Moyen Orient ainsi que les autres crises à travers le globe «ont profondément divisé la Communauté Internationale... sur la manière d'assurer notre sécurité collective » . Bien qu'on assiste à divers exemples de terrorisme d'Etat, ce dernier est devenu essentiellement non étatique et volatile tout en s'étendant a travers les frontières, les nationalités et les tendances. Bien que le combattre vigoureusement et immédiatement soit irréfutable, le réflexe instinctif qui consiste a l'écraser militairement a échoué à comprendre les formes et les manifestations de ce fléau ou encore a étudier ses racines et ses causes profondes. Il est important d'accorder une sérieuse attention à nos préjugés et nos peurs face à ces situations politiques difficiles qui se sont accumulées pendant des décennies et pour lesquelles nous recherchons des solutions.

Nous devons également accepter que le terrorisme n'est pas une religion ou une idéologie. Il semblerait plutôt que ce soit un moyen ou stratégie habituellement vu comme, un dernier recours, par ceux qui considèrent que leur foi, leur croyance, leur environnement ou leur propre personne sont en danger. Bien qu'il soit nécessaire de s'occuper résolument des actes terroristes, agir avec précipitation, sans examiner les causes profondes, peut s'avérer fatal et destructif. Il n'y a pas d'excuse possible pour les crimes brutaux et haineux qui sévissent un peu partout aujourd'hui, pourtant ces situations exigent, nous devons le reconnaître, des solutions de notre part .

La communauté Internationale est menacée par l'instabilité que ce phénomène engendre . Nous ne devons pas sous estimer l'importance des politiques étrangères et les politiques de développement destinées à apaiser les tensions et à réduire la pauvreté. En effet, nous devons trouver un moyen de réconcilier le monde , d'atténuer les différences et éliminer les raisons de mécontentement. Les mots ainsi que les pensées du Président Américain, Franklin D Roosevelt prennent tout leur sens ici. Pour lui , la sécurité signifiait non seulement, sécurité d'une agression extérieure mais également une sécurité économique, sociale et morale. Il ajouta également qu'un niveau de vie décent pour tout individu est un facteur essentiel pour la paix, pour la liberté, car être à l'abri du besoin, c'est être à l'abri de la peur .

Monsieur le Président,

Nous sommes conscients des engagements que nous avons pris lors de l'Assemblée du Millénaire en 2000. Les besoins importants et les maux auxquels est confrontée l'Humanité furent identifiés à cet occasion et nous nous sommes résolus à les régler par divers moyens et selon un calendrier précis. Les Objectifs de Développement du Millénaire ou ODM qui sont au nombre de huit sont la quête mondiale de solution en vue de l'élimination de la pauvreté, de la faim tout en améliorant le système de santé, de l'éducation et l'environnement.

Malheureusement, une évaluation sur les progrès accomplis dans la réalisation de ces objectifs selon les dates fixées révèle que nos progrès sont irréguliers. Une étude récente faite à Genève a conclu que le monde ne déploie à peine qu'un tiers des efforts nécessaires pour atteindre ces modestes objectifs. L'objectif huit, en particulier, qui demandait un partenariat global entre pays riches et pays pauvres pour le développement envisageait une augmentation substantielle de l'aide Publique au Développement, une réduction ou annulation de la dette, la levée des barrières protectionnistes des produits agricoles et un libre accès aux marchés des pays industrialisés. Est-il besoin de rappeler que les progrès de l'objectif No.8 sont limités. Il est le seul objectif sans date butoir ou calendrier et qui est freiné par les réticences flagrantes des pays développés à tenir leurs engagements.

Monsieur le Président,

Parmi les 50 Pays les Moins avancés (PMA), 34 sont du continent africain. Bien que 5 ou 6 pays soient proches de la période de transition, seul un pays est parvenu à une graduation harmonieuse. Les tentatives de mobilisation de ressources internes à travers le secteur privé nécessitera davantage de temps et de fonds. La faiblesse de l'épargne et du taux d'investissement atteste de l'énorme déclin des ressources requis pour le Développement. Il est sans aucun doute urgent d'accroître de façon constante l'Aide au Développement à ce groupe de pays.

Les besoins de l'Afrique en aide au développement à crée l'impression que le continent est un fardeau financier majeur pour la communauté internationale. En réalité et bien que l'Afrique est disproportionnellement dépendante de l'aide, celle-ci ne reçoit pas un montant disproportionné.

En général et tel que les choses sont, les PMA seront incapables de réduire la pauvreté, d'atteindre l'éducation universelle de base, ou d'inverser la tendance de la propagation du VIH/SIDA d'ici 2015. Un rapport de la CNUCED décrit les déficits cruels des PMA dans l'épargne pour la croissance, l'investissement public et les services de base. Le rapport déclare par ailleurs et je cite : « la conclusion est inéquivoque: les PMA ne peuvent se sortir du cycle de la pauvreté uniquement sur la base des ressources domestiques ».

De nos jours, dans le monde de l'après 11 Septembre une nouvelle logique d'assistance est entrain d'émerger. Cette aide de plus en plus considérée comme un puissant argument dans la guerre contre la terreur en fournissant un soutien aux Etats du front et aux Etats faibles ou le terrorisme pourrait trouver un terreau de reproduction.

En outre, il y'a une prise de conscience croissante de la pauvreté endémique et des inégalités qui menacent les intérêts de sécurité nationale.

En dépit de cette réalisation, les programmes d'aide au développement sont cependant devenu plus sélectifs, conçus pour un petit nombre de pays qui sont, en quelque sorte, qualifié. Il demeure que beaucoup de pays ne parviennent pas à se qualifier pour cette aide. Des actions concrètes doivent être prises pour les millions de personnes qui souffrent dans ces pays. Les ignorer serait à notre propre péril.

Monsieur le Président,

Le bon sens nous dicte que les conflits sont endémiques et pratiquement aucune région au monde n'a pu échapper à ses violences. Pourtant, la réalité est qu'il n'y a pas eut de guerres civiles récentes et qu'on observe par ailleurs une baisse dans le nombre de conflits long intra-étatique et inter-étatique. Nous constatons que bien que le nombre de victimes ait augmenté, le nombre d'actes terroristes a baissé. Ceci étant, nous constatons moins de victimes de guerres comparativement à n'importe qu'elle période du siècle écoulé. Rares sont les conflits qui commencent et plusieurs autres anciens sont en voie d'extinction. Ceci reste particulièrement vrai en Afrique, ou quelques 7 millions d'âmes ont périés dans les conflits en Angola, Congo, Soudan, Sierra Leone, Libéria et la Somalie. A l'exception de la région du Darfour au Soudan, chacun de ces conflits semble soit se terminer, soit baisser d'intensité ou se stabiliser. Il va sans dire que nous sommes profondément attristé par l'ampleur de la tragédie au Darfour. Cette question, cependant mérite d'être abordée avec la plus grande délicatesse, clarté, équité et sérieux. Nous devons être prudent, face aux généralisations et aux préjugés trop rapides. Il nous faut orienter nos efforts vers les bonnes solutions.

Les conflits, évidemment, nécessitent des armes, et réduire ce péril exige un arrêt dans les livraisons d'armements. Ces cargaisons détournent des ressources importantes par rapport à d'autres besoins vitaux. Les pays de l'Asie, de l'Amérique Latine, du Moyen-Orient et de l'Afrique dépensent quelques 22 Milliards pour leurs armements chaque année, c'est à dire plus de 2/3 de la vente d'armes à travers le monde.

Consolider la paix dans le monde exige plus de diplomatie préventive, de réconciliation et davantage de mission de maintien de la paix. A moins d'être pleinement soutenu par la communauté internationale à travers des ressources additionnelles ,

d'avantages d'opérations vont alourdir, la planification des Nations Unies, les forces prépositionnées, la logistique, l'acquisition de matériel, ainsi que les capacités de commandement et de contrôle .

Par conséquent, ce qu'il faut c'est une assistance plus importante pour les capacités régionales de maintien de la paix, particulièrement en Afrique

Tout action qui sera entreprise «quelque soit sa forme » doit obligatoirement avoir l'aval des Nations Unies. C'est la seule voie qui confère un degrés de légitimité à toute entreprise. Les interventions des Nations Unies impliquent nécessairement une approbation du Conseil de Sécurité. Il faut souligner ici que le Conseil continue de travailler en terme structurel selon l'héritage de la Seconde Guerre Mondiale. Par ailleurs, la croissance exponentielle des membres des Nations Unies n'est pas reflété dans le Conseil de Sécurité. Il y a un besoin urgent de mieux faire entendre la voix des pays en développement dans le Conseil, ainsi qu'une distribution plus équitable et plus réaliste tant dans sa composition que dans sa représentativité. La réforme du Conseil de sécurité est un processus qui n'a que trop duré et il est urgent de l'élargir tant dans la catégorie des membres permanents que non permanent incluant les pays développés et en développement. Nous nous réjouissons de l'établissement par le Secrétaire général du Panel d'imminentes personnalités chargé d'étudier les nouvelles menaces globales, les défis et les changements. Les informations initiales dont nous disposons couvre l'élargissement du Conseil de sécurité, rappelant les engagements des Etats membres à contribuer à la paix et à la sécurité internationale et une revue complète des travaux du Conseil après chaque décennie y compris, le personnel, et les ressources financières pour les opérations de maintien de la paix, nous semble de bon augure. Nous attendons ce rapport qui sera remis au Secrétaire général en Décembre de cette année et espérons ses observations à notre prochaine assise.

Monsieur le Président,

A la suite de la Conférence d'Arta que nous avons initiée et dont j'avais tracé ici même les contours, les pays membres de l'IGAD, ont jugés utiles de compléter ce processus en élargissant la base. Depuis lors et a ce jour la Conférence de réconciliation somalienne de Nairobi (Kenya) conduite sous les auspices de l'IGAD a enregistré des progrès tangibles dont nous nous réjouissons. Une reconnaissance particulière devrait être adressée a l'endroit de tous les pays membres de l'IGAD pour leur abnégation et dévouement, notamment a nos frères du Kenya , dont les bon offices , la patience et la détermination ont permis aux négociations de continuer y compris dans les moments les plus difficiles.

En effet, les délégués somaliens, encouragés par la détermination de la région et son unicité des points de vue, du soutien politique et financier de la communauté internationale, ont travaillé d'arrache-pied pour mettre en place le premier pilier des institutions du gouvernement somalien, c'est-à-dire le Parlement de Transition. Cette première étape, saluée par la population somalienne, à l'intérieur du pays tout comme. la diaspora et la Communauté Internationale dans son ensemble permet de penser qu'apparaît enfin la lumière d'un espoir possible et que bientôt prendra fin en Somalie le règne de l'anarchie et du Chaos.

Monsieur le Président,

Les divergences de vues qui ont longtemps prévalu entre les pays de la région sur la manière de résoudre le conflit en Somalie ont cédé la place à la logique de la résolution collective, de travailler dans l'harmonie, à une collaboration sincère et fraternelle dont le seul et ultime objectif est : d'aider le peuple frère somalien dans sa quête légitime d'une paix durable.

L'incompréhension et les difficultés rencontrées lors du processus ont offert l'occasion d'un nouvel examen du discours des différents acteurs régionaux . Une analyse sobre, réfléchie, empreinte du souhait authentique de manifester la solidarité des pays de l'IGAD à l'égard de la Somalie a permis de faire ressortir la nécessité commune afin d'aider les somaliens à mettre en place un gouvernement à base élargie, représentative et légitime. Cette Conférence a donné comme résultat un Parlement somalien au sein duquel toutes les factions et les différentes composantes de la société civile somalienne sont représentées telles que les intellectuels, les professionnels, les femmes, ...etc). Les parlementaires ont élu la semaine dernière leur Président, et élisent aujourd'hui même les autres membres du Bureau et vont procéder au choix du Président du Gouvernement de Transition le 10 Octobre prochain.

La certitude, incomparablement importante, par rapport à ce que nous avons pu témoigner par le passé est que : cette fois-ci les Somaliens sont déterminés à approfondir le dialogue et la réconciliation et que la région est tout aussi convaincue d'agir de concert dans la réalisation des objectifs qu'elle s'est fixée. Il incombe, également, à la Communauté Internationale de s'engager de manière forte et décisive en Somalie :

1. En premier lieu sur le plan matériel et financier en fournissant un appui politique, matériel et financier afin que le nouveau Gouvernement puisse très rapidement créer les conditions de réinstallation dans la capitale:
 - a) Pour la réhabilitation des structures devant abriter le Gouvernement
 - b) Par un soutien budgétaire direct pour payer les salaires et autres dépenses de fonctionnement
 - c) Pour assurer la sécurité notamment par la mise en place de programmes de Démilitarisation, Désarmement et Réintégration des milices connues sous le nom de DDR

Dans cette phase cruciale des six premiers mois, les actions entreprises par le Nouveau Gouvernement seront déterminantes pour asseoir sa légitimité, consolider les acquis positifs obtenus dans le cadre du processus de réconciliation et répondre aux attentes de la population qui sont, il est vrai, immenses.

2. Deuxièmement sur le plan politique et partant du principe que le Nouveau Parlement de Transition est tout inclusif et qu'en prêtant serment en qualité de membres de cette Assemblée Nationale, Tous ses membres acceptent la primauté de l'Etat de droit, les normes de comportement responsables, le désarmement et démobilisation. Toute attitude, actions ou activités contraires qui viendront entraver les efforts de pacification du pays ou nuire à l'effectivité du nouveau gouvernement , ne devrait plus être tolérée ou acceptée par la région ou la Communauté Internationale.

A cet égard, le Conseil de Sécurité en particulier, unique organe chargé du maintien de la paix et de la Sécurité doit prendre les mesures nécessaires

conformément à la Charte des Nations Unies par l'application des mesures suivantes en cas de résurgence d'obstacles au processus de réconciliation et de restauration de l'Etat par :

- La mise en place d'une liste et d'un système de régime de sanction systématique à l'encontre de ceux qui continueront à se poser en obstacle au processus de paix

Monsieur le Président,

Nous avons l'intime conviction qu'il se présente une rare occasion pour la communauté internationale de résoudre durablement le conflit en Somalie. Il s'agit pour nous de prendre la mesure du changement qui s'est opéré. Les Somaliens sont déterminés, la région est une. Il nous faut à tout prix éviter que l'on assiste à un scénario semblable à celui que l'on a connu par le passé. Saisissons cette opportunité — Aidons tous ensemble le peuple frère somalien dans sa quête de stabilité de paix et d'unité.

Monsieur le Président,

Jusqu'à présent les innombrables résolutions, engagements, initiatives et processus de paix destinés à résoudre le conflit interminable du Moyen Orient demeurent pour le moins rhétorique. La vision claire de la solution de deux Etats, en l'occurrence un Etat israélien en sécurité vivant côte à côte avec un Etat palestinien viable sonne comme un vœu pieux et vain à la veille d'une large expansion illégale de colonies d'implantation de peuplement israélien dans les Territoires Occupés Palestiniens de la Cisjordanie, ou sont construites de milliers de maisons sur les terres confisquées aux familles palestiniennes. Tout ceci nous est familier, durant les trois dernières décennies et demi nous avons été témoins, des confiscations flagrantes des terres palestiniennes, des fermes et des sources en eau. L'oppression et la répression dont sont victimes, chaque jour, les Palestiniens dépassent l'entendement. Pourtant les palestiniens continuent à lutter, avec le peu de moyen dont ils disposent, pour maintenir un semblant d'ordre civil.

Monsieur le Président,

Rendant une situation déjà très explosive insoutenable, Israël en dépit du Droit International et de l'opinion publique s'est mis à ériger un mur de séparation, qui pénètre et divise le territoire palestinien en deux, bien au delà des frontières israéliennes de 1967, et créant ainsi une autre réalité sur le terrain. Comme nous le savons tous aujourd'hui, le retrait stratégique d'Israël de la bande de Gaza ne destine pas la Palestine à devenir un Etat. Toutes ces actions violentes et délibérées ont fait de la feuille de Route une risée vide de sens et lui ont réservé le même sort que les Accords d'Oslo.

Monsieur le Président

Abandonnés par la Communauté Internationale, les Palestiniens sont victimes d'une privation infinie, d'un sens de désespoir et d'apatridie. Ceci étant, cette Assemblée a peut être le triste devoir de se résoudre à reconnaître qu'elle est incapable de maîtriser Israël, un Etat membre de cette Organisation..... plutôt que de continuer à donner des faux espoirs à un peuple qui a déjà tout perdu.

Monsieur le Président.

Djibouti situé dans une position stratégique à la croisée des mers, et porte d'entrée au marché croissant d'Afrique et du Moyen Orient a eu la chance de réaliser une période de stabilité, de croissance soutenue, et une meilleure gouvernance. Beaucoup de nos infrastructures sont en cours de développement afin de satisfaire et profiter des demandes croissantes. A cet égard, un nouveau port moderne est en cours de construction et cela en plusieurs phases : la première phase étant un terminal pétrolier qui doit être opérationnel l'année prochaine, suivi par un terminal à conteneur, et enfin une zone franche industrielle, la première du genre en Afrique, destinée à accueillir des petites usines et des activités à valeur ajoutées ainsi que des services en franchise y compris l'entreposage et la distribution.

Nous devons exprimer à cet égard, une profonde gratitude à l'endroit de Dubai, notre partenaire clé dans cette entreprise visionnaire pour le leadership pragmatique et inspiré qui placera, sans aucun doute, Djibouti sur la scène internationale du commerce et du transport.

Djibouti cherche à améliorer le développement de son secteur privé en réduisant les coûts relatifs à la création ou l'établissement d'une entreprise, perfectionnant également sa main d'oeuvre à travers un investissement dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la protection sociale ainsi qu'en éliminant les disparités du genre. Le gouvernement est également engagé à renforcer les capacités institutionnelles et la gouvernance tout en développant sa capacité d'absorption pour mieux gérer et exploiter efficacement l'assistance des donateurs.

Monsieur Le Président,

La Corne de l'Afrique a eu sa part de conflit et de catastrophes naturelles. Ensemble, avec nos amis de la région, nous nous sommes résolument engagé à améliorer la situation de nos peuple, à réduire les tensions et les conflits, à développer la coopération dans les domaines des transports, des télécommunications, de la santé et de l'environnement. Les questions de sécurité régionale et internationale, en particulier, la lutte contre le terrorisme, sont une priorité dans les pays de la Corne de l'Afrique. A cet égard, nous coopérons pleinement avec nos partenaires internationaux dans la lutte contre ce fléau. Il en va de même pour la pandémie du VIH /SIDA, la tuberculose et le paludisme. Il n'existe pas d'autre choix pour la région que de raffermir la coopération dans tous les domaines du développement économique et l'amélioration des mesures de confiance. Djibouti, ami de tous et ennemi de nul autre, ne ménagera aucun effort afin d'approfondir la recherche pour une meilleure entente, une harmonie et une coopération régionale, tout en promouvant au niveau national une société ouverte, pluraliste et bien portante.

Je vous remercie Monsieur le Président